

Unité départementale du Haut-Rhin  
2, place du Général de Gaulle  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 08/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EURO TF (ex-Manufacture Hartmann)**

14 RUE DES REMPARTS  
68140 Munster

Références : 0006700690\_2026\_03\_18\_EuroTF\_VIPFAS  
Code AIOT : 0006700690

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement EURO TF (ex-Manufacture Hartmann) implanté 14 RUE DES REMPARTS BP 66 68140 Munster. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le suivi des actions mises en œuvre par l'exploitant en ce qui concerne l'utilisation de PFAS et leur présence dans les rejets aqueux, à la suite des arrêtés préfectoraux complémentaires du 5 juin 2025 (rejets aqueux de PFAS) et 10 octobre 2025 (PFAS dans les boues).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURO TF (ex-Manufacture Hartmann)
- 14 RUE DES REMPARTS BP 66 68140 Munster

- Code AIOT : 0006700690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Euro TF est une société spécialisée dans l'ennoblissement textile.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Recherche de l'origine des substances per- et polyfluoroalkylées	AP Complémentaire du 05/06/2025, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Pérennisation de la surveillance et quantification des rejets	AP Complémentaire du 05/06/2025, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Surveillance complémentaire transitoire des PFAS et de l'AOF	AP Complémentaire du 05/06/2025, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Plan d'action	AP Complémentaire du 05/06/2025, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Etude technico-économique	AP Complémentaire du 05/06/2025, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Analyse des PFAS dans les boues	AP Complémentaire du 10/10/2025, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Liste des PFAS	AP Complémentaire du 10/10/2025, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en exergue six points faisant l'objet d'une proposition de mise en demeure de respect de prescription et d'un point faisant l'objet d'une demande d'action corrective et de

justificatif.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Recherche de l'origine des substances per- et polyfluoroalkylées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2025, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Recherche de l'origine des substances per- et polyfluoroalkylées
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant mène une analyse critique sur l'origine et la nature des substances per- et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux. Les points suivants devront a minima être abordés :</i> <i>identification du lien entre les émissions mesurées, les activités et les productions du site ainsi que les produits utilisés et recensés dans son inventaire des produits PFAS,</i> <i>identification de l'existence de facteurs externes pouvant justifier la présence de substances per- et polyfluoroalkylées en sortie d'établissement (i.e. eau de Distribution).</i>
<b>Constats :</b>  Pour rappel, lors de l'inspection du 18 mars 2025, il était constaté que l'identification du lien entre les émissions mesurées, les activités et les productions du site n'étaient pas clairement établies. Précisément, l'exploitant connaissait la quantité de produit pour chaque type de textile traité mais n'avait pas établi de facteurs de corrélations entre le type de textile traité (ou la recette utilisée) et la quantité de PFAS rejetée ni les types de PFAS détectés.  Lors de l'inspection du 18 mars 2026, l'exploitant a présenté les démarches engagées, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les analyses effectuées en juin, octobre, novembre et décembre 2025 concernant les paramètres PFPeA, PFHxA, PFHpA et AOF ;</li><li>- les volumes de bain d'apprêt rejetés, sans identification des types de textiles traités (et des recettes correspondantes), utilisant des quantités différentes des trois produits contenant des PFAS).</li></ul> Il est constaté que l'exploitant n'a pas établi de lien: <ul style="list-style-type: none"><li>- entre le produit utilisé (parmi les 3 contenant des PFAS) et les types de PFAS rejetés ;</li><li>- entre les différentes recettes (utilisant différents volumes de produits contenant des PFAS) et la quantité de PFAS rejetés (ainsi que les types de PFAS rejetés) ;</li><li>- entre les volumes de bains d'apprêt rejetés et la concentration en PFAS rejeté à la sortie de sa station de traitement des effluents industriels.</li></ul> Ces points constituent des non-conformités à la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 2 : Pérennisation de la surveillance et quantification des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pérennisation de la surveillance et quantification des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><i>La surveillance des rejets aqueux du site prévue à l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er mars 2016 est ainsi complétée :</i></p> <p><i>Les paramètres PFPeA, PFHxA, PFHpA, PFOA, PFNA, PFUnA et AOF sont recherchés dans les conditions techniques prévues par l'arrêté du 20/06/2023 à une fréquence trimestrielle sur le point de rejet n°1- sortie station d'épuration interne avant rejet dans le canal usinier du « Hammer », ainsi que dans les bains d'apprêts.</i></p> <p><i>Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai de 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures.</i></p>
<b>Constats :</b> <p>En lien avec le point de contrôle n°1, il est constaté que l'exploitant a réalisé des analyses de la qualité des eaux rejetées en ce concerne les paramètres PFPeA, PFHxA, PFHpA et le paramètre AOF en juin, octobre, novembre et décembre 2025, au niveau de la sortie de sa station de traitement des effluents industriels.</p> <p>Il est constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de mesure dans les bains d'apprêts, ni réalisé de mesure sur les paramètres PFOA, PFNA, PFUnA.</p> <p>Il est constaté qu'aucune analyse n'a été déclarée sur la plateforme GIDAF.</p> <p>Ces éléments constituent des non-conformités.</p> <p>En termes de périodicité, il est constaté que l'exploitant a réalisé des analyses <i>a minima</i> trimestrielles (mais non exhaustives) en 2025. Il est également constaté que l'exploitant n'a pas encore contacté de laboratoire pour l'analyse du premier trimestre 2026. Il est rappelé à l'exploitant que la surveillance trimestrielle est pérenne et qu'il est nécessaire d'anticiper les demandes d'analyses.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Surveillance complémentaire transitoire des PFAS et de l'AOF

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2025, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance complémentaire transitoire des PFAS et de l'AOF
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><i>L'exploitant procède de manière simultanée lors des deux premières campagnes de surveillance pérenne prévues à l'article précédent aux recherches complémentaires suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>- l'analyse des 20 PFAS mentionnées au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 après oxydation selon la méthode TOP Assay,</i></li> <li><i>- la quantification des PFAS présents en amont sur toutes les ressources en eaux utilisées sur le site,</i></li> <li><i>- si aucune mesure n'a été réalisée sur les eaux amont utilisées dans le process, a minima une campagne est réalisée sur chaque type d'eau amont, portant sur l'ensemble des substances PFAS de</i></li> </ul>

<p><i>l'annexe 1.</i></p> <p><i>Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai de 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures, la mention «TOPA» est portée en commentaire pour chaque résultat obtenu après oxydation par TOP Assay.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il a réalisé une surveillance de la qualité des eaux amont le 24 octobre 2024.</p> <p>Il n'a pas réalisé d'analyse supplémentaire, notamment l'analyse des 20 PFAS mentionnée au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 après oxydation selon la méthode TOP Assay.</p> <p>Ces éléments constituent une non-conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Plan d'action

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2025, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'action</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Sur la base des résultats des investigations réalisées en application des articles qui précèdent, dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant propose à l'inspection des installations classées un plan d'action visant à caractériser les rejets aqueux de PFAS et envisager la réduction ou suppression de ces substances. Le plan d'action comprend notamment les trois axes suivants :</i></p> <p><i>1. la suppression / réduction : agir pour supprimer ou à défaut réduire la présence de PFAS ;</i></p> <p><i>2. la surveillance : vérifier l'efficacité des actions mises en œuvre et le cas échéant poursuivre la recherche sur les causes de présence de PFAS ou mettre en place une surveillance des milieux.</i></p> <p><i>Un échéancier de mise en œuvre de ces mesures sera joint au plan d'action.</i></p> <p><i>L'inspection des installations classées est informée semestriellement des mesures mises en œuvre et de l'avancement des investigations réalisées en application du présent arrêté.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il a réalisé un plan d'action sous forme de note de service invitant les opérateurs à limiter la quantité de bains d'apprêt réalisés par rapport à la quantité de textiles à traiter.</p> <p>Il indique également que la quantité de PFAS à utiliser est déterminée dans le cahier des charges qu'il a à respecter.</p> <p>Il est constaté lors de la consultation d'une recette à destination de l'opérateur, que la quantité de PFAS, ainsi que des autres produits constituant les bains d'apprêt est déterminée dans la recette. La recette consultée fait état d'un bain d'apprêts de 200 litres et d'un rejet de bains</p>

<p>d'apprêts, après traitement du textile, de 100 litres.</p> <p>Il est constaté que l'exploitant n'a pas établi de plan d'action tel qu'indiqué à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juin 2025, notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter la quantité de bains d'apprêt rejeté (une note de service ne suffirait pas à respecter le plan d'action alors que l'opérateur est obligé de respecter une recette pré-déterminée). Par ailleurs, une réduction des volumes rejetés, dans cette configuration, n'est pas suffisante dès lors qu'elle ne modifie pas la concentration en PFAS. L'objectif du plan d'action étant de tendre vers une réduction, voire une suppression, des flux de PFAS, ce qui suppose d'agir prioritairement sur les concentrations ;</li> <li>- vérifier l'efficacité des actions entreprises, en lien avec le point de contrôle n°1 ;</li> <li>- le cas échéant, déterminer un échéancier de mise en œuvre des actions entreprises.</li> </ul> <p>Cela constitue une non-conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Etude technico-économique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2025, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude technico-économique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à la suppression ou la réduction des émissions de PFAS. L'étude comporte a minima les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>l'analyse des possibilités de substitution des PFAS utilisés sur le site dès lors qu'ils génèrent des rejets aqueux chargés en PFAS au-delà du seuil de détection de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023,</i></li> <li>• <i>une étude pour capter les flux de PFAS au plus près de leur émission et ainsi éviter les rejets aqueux lorsque la substitution n'est pas possible,</i></li> <li>• <i>une étude pour traiter les rejets aqueux en vue d'obtenir des concentrations non quantifiables selon les seuils de quantifications définis par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023,</i></li> <li>• <i>une présentation des coûts de mise en oeuvre des mesures, de la gestion des déchets produits (avec analyse de sensibilité selon le seuil d'orientation en filière déchet dangereux), le coût des mesures de suivi métrologique ;</i></li> <li>• <i>un échéancier de mise en oeuvre de ces mesures.</i></li> </ul> <p><i>L'étude technico-économique est transmise à l'inspection des installations classées sous 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté que l'exploitant n'a pas réalisé d'étude technico-économique telle que demandée par l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juin 2025, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'analyse des possibilités de substitution des PFAS utilisés sur le site dès lors qu'ils génèrent des rejets aqueux chargés en PFAS au-delà du seuil de détection de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023,</li> </ul>

- une étude pour capter les flux de PFAS au plus près de leur émission et ainsi éviter les rejets aqueux lorsque la substitution n'est pas possible,
- une étude pour traiter les rejets aqueux en vue d'obtenir des concentrations non quantifiables selon les seuils de quantifications définis par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023,
- une présentation des coûts de mise en œuvre des mesures, de la gestion des déchets produits (avec analyse de sensibilité selon le seuil d'orientation en filière déchet dangereux), le coût des mesures de suivi métrologique ;
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.

Cela constitue une non-conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 6 : Analyse des PFAS dans les boues

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/10/2025, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyse des PFAS dans les boues

**Prescription contrôlée :**

*L'exploitant réalise trois campagnes d'analyses sur les boues issues du traitement des eaux usées, par lot représentatif du fonctionnement normal du site et constitué selon la fréquence d'évacuation des boues pour les paramètres et substances listées en annexe I du présent arrêté [...]. La première campagne début au plus tard un mois à compter de la notification du présent arrêté.*

#### **Annexe I - liste des paramètres et substances à intégrer au programme de surveillance**

Nom	Abréviation	N°CAS	Code Sandre
A c i d e Trifluoroacétique	TFA	76-05-1	
[...]			

**Constats :**

L'exploitant a réalisé une première mesure de PFAS dans ses boues en date du 29 décembre 2025, à l'occasion de la première évacuation des boues depuis la notification de l'arrêté susmentionné. Il est constaté que le rapport ne comporte pas l'analyse de l'Acide Trifluoroacétique (TFA). Il est noté que la code SANDRE pour cette substance est le 8858 et n'apparaissait pas dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2025.

Cela constitue une non-conformité.

Le reste des paramètres mentionnés à l'annexe I ont été mesurés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription



Proposition de délais : 1 mois

**N° 7 : Liste des PFAS**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/10/2025, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Liste des PFAS

**Prescription contrôlée :**

*la liste établie en application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, est complétée et mise à jour à l'éclairage des résultats des campagnes de surveillance prescrites ci-avant et investigations complémentaires menées sur les produits contenant des PFAS susceptibles d'être présents ou ayant pu être présents ou utilisés dans les installations.*

*[...]*

**Article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023**

*L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.*

**Constats :**

Le rapport d'analyse des PFAS dans les boues fait apparaître une mesure au-dessus de la limite de quantification pour les PFAS suivants: PFBA, PFPeA\*, PFHxA\*, PFHpA\*, PFOA\*, PFNA\*, PFOS, PFDA, PFUnDA\*, PFDoDA, PFTTrDA, PFTeDA, PFHxDA, 10:2 FTS, N-MeFOSAA, N-EtFOSAA, PFOSA, N-MeFOSA, N-MeFOSE, 5:3 FTCA.

Seuls les six PFAS accompagnés d'une astérisque ci-dessus ont été mesurés dans les rejets d'eaux au Canal usinier du Hammer.

Ces éléments constituent des non-conformités.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de compléter sa liste des PFAS selon l'article 2 de l'arrêté du 20 juin 2023 eu égard aux nouveaux PFAS mesurés dans les boues de sa station de traitement des eaux industrielles (demande d'actions correctives).

Il est demandé à l'exploitant de justifier de la présence de ces PFAS dans les boues par des actions d'investigation en lien avec l'article 3 de son arrêté préfectoral du 5 juin 2025 (demande de justificatifs).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois